

## Réponse d'ORANGE

à la Consultation Publique

du 27 juillet 2023 au 30 septembre 2023

Décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données  
environnementales

### 2.2 Objet de l'annexe B – Enquête relative aux impacts environnementaux des opérateurs de centres de données

#### 2.2.1 Personnes soumises à l'annexe B

Sont soumis à la collecte des données de l'annexe B de la présente décision les opérateurs de centres de données<sup>10</sup>. Selon l'étude de l'ADEME et l'Arcep sur l'évaluation de l'impact environnemental du numérique en France les centres de données représentent 16% de l'empreinte carbone en France.

<sup>10</sup> L'article L-32 du CPCE définit l'opérateur de centre de données comme toute personne assurant la mise à disposition à des tiers d'infrastructures et d'équipements hébergés dans des centres de données. Par ailleurs, l'article L-32 du CPCE définit le centre de données comme les installations accueillant des équipements de stockage de données numériques.

Par mesure de proportionnalité, sont soumis à l'annexe B les opérateurs de centres de données dont le chiffre d'affaires, en France, est égal ou supérieur à 10 millions d'euros hors taxes.

#### 2.2.2 Nature des données collectées à l'annexe B

L'annexe B s'attache à recueillir des informations permettant d'évaluer les impacts environnementaux associés aux activités des opérateurs de centres de données.

Le recueil d'informations est formalisé par l'annexe B de la présente décision, qui devra être renseignée à un rythme annuel par les opérateurs de centres de données concernés.

Les principales évolutions apportées par rapport à la décision de l'Arcep n° 2022-2149 du 22 novembre 2022 relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données

environnementales auprès des opérateurs de communications électroniques, de centres de données et des fabricants de terminaux, que la présente décision abroge, portent sur :

- la décomposition de la consommation électrique des centres de données (consommation électrique des équipements informatiques / des systèmes de refroidissement pour les locaux techniques et les salles informatiques / de l'alimentation / liée au tertiaire) ;
- la décomposition du volume d'eau entrant dans les centres de données en fonction de l'usage (volume d'eau utilisé pour le refroidissement / pour le rechargement des circuits fermés / pour les systèmes d'humidification de l'air / pour le nettoyage et l'arrosage des équipements techniques / pour les activités tertiaires) ;
- l'ajout de trois indicateurs de surface :
  - o la surface des locaux dédiée à l'activité de centre de données ;
  - o la surface des salles occupées par des équipements informatiques ;
  - o la surface des locaux dédiée à l'activité tertiaire.
- l'ajout d'un indicateur textuel concernant l'architecture d'urbanisation des salles, qui correspond à la manière dont sont aménagées les salles informatiques pour optimiser leurs performances. Il s'agira, pour cet indicateur, d'indiquer si les baies des salles serveurs ont été confinées afin de permettre de réduire l'énergie nécessaire à la climatisation et s'il s'agit d'un confinement d'air chaud ou d'air froid ;
- l'ajout d'un indicateur textuel sur le type de fluide frigorigène utilisé dans les systèmes de refroidissement.

**Question 2. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?**

**Question 3. Les décompositions envisagées de la consommation électrique et de la consommation en eau du centre de données, permettent-elles, selon vous, de prendre en compte tous les postes de consommation des centres de données ?**

**Question 4. La décomposition envisagée de la surface du centre de données permet-elle, selon vous, de prendre en compte la diversité des centres de données existants ?**

Nous souhaitons donner à l'Autorité les précisions suivantes quant à nos capacités à fournir les informations demandées.

En ce qui concerne les décompositions envisagées de la surface des centres de données (Q4), nous serons en mesure de fournir les informations souhaitées (lignes 42, 44 et 45 du questionnaire Excel).

Nous n'hésiterons pas nous rapprocher des services de l'Autorité en cas de besoin de précision quant à l'allocation de certaines superficies de nos data centers lors de la remontée de ces nouveaux indicateurs.

En ce qui concerne les décompositions des consommations électriques (Q3) ,

- Nous n'aurons pas la capacité de fournir la consommation des systèmes de refroidissement de nos data centers de [SDA], les plus anciens (ligne 55). Cette information pourra être disponible pour nos autres data centers, plus modernes.
- Nous n'aurons pas la capacité de fournir la consommation électrique de l'alimentation (ligne 56), quel que soit le data center concerné. Pour les data centers les plus modernes, cette ligne pourra être renseignée par différence entre le total des consommations et les autres détails de consommation demandés.

En ce qui concerne les décompositions des flux entrants/sortants d'eau :

- Volumes entrants d'eau : nous ne disposons pas du niveau de granularité de mesure attendu pour les DC de [SDA] (lignes 61 à 65).
- Volumes sortants d'eau : nous ne disposons pas de mesures des volumes sortants.

## 2.3 Objet de l'annexe C – Enquête relative aux impacts environnementaux des opérateurs de communications électroniques

### 2.3.1 Personnes soumises aux annexes C.1 et C.2

Sont soumises à la collecte de données des annexes C.1 et C.2 de la présente décision les personnes exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques (fixe ou mobile) qui, directement ou à travers des sociétés qu'ils contrôlent ou qui les contrôlent au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce. Selon l'étude de l'ADEME et l'Arcep sur l'évaluation de l'impact environnemental du numérique en France, les réseaux représentent 5% de l'empreinte carbone.

Par mesure de proportionnalité, sont soumis aux annexes C.1 et C.2 les personnes visées au paragraphe précédent et comptabilisant un nombre d'abonnements actifs supérieur à 3 000 000 sur les marchés de détail fixes et mobiles confondus. Est considéré comme un abonnement actif tout abonnement souscrit par un client sur une ligne activée, c'est-à-dire une ligne sur laquelle le client peut accéder au service.

### 2.3.2 Nature et utilisation des données collectées à l'annexe C.1

#### a) Nature des données collectées à l'annexe C.1

L'annexe C.1 s'attache à recueillir des informations relatives aux impacts environnementaux engendrés par les opérateurs de communications électroniques.

Le recueil d'informations est formalisé par l'annexe C.1 de la présente décision, qui devra être renseignée à un rythme annuel par les opérateurs de communications électroniques concernés.

Les principales évolutions apportées par rapport à la décision de l'Arcep n° 2022-2149 du 22 novembre 2022 relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales auprès des opérateurs de communications électroniques, de centres de données et des fabricants de terminaux, que la présente décision abroge, portent sur :

- La création d'un indicateur portant sur le volume de box internet et décodeurs TV, neufs et reconditionnés, distribués aux clients de l'opérateur de communications électroniques au cours de l'année.
- La création d'un indicateur portant sur le parc de box internet et décodeurs TV en service par type de box, et la durée totale d'utilisation de ces équipements.

**Question 5. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?**

Concernant la création d'un indicateur portant sur le volume de box internet et décodeurs TV, neufs et reconditionnés, distribués aux clients d'Orange :

Le processus de gestion des box et des décodeurs neufs et reconditionnés se fonde sur l'analyse des besoins tous clients confondus. Il n'existe pas de règle d'attribution spécifique aux nouveaux clients ou aux anciens clients : les clients, nouveaux et anciens, se voient affectés des équipements sortis du stock. Ces équipements sont indifféremment neufs ou reconditionnés.

La notion d'ancien ou de nouveau client n'est d'ailleurs pas disponible dans nos SI de gestion des flux de box et de décodeurs. Elle ne pourra donc pas être renseignée.

Nous soulignons enfin que cette notion ne joue aucun rôle dans les processus nous permettant d'allonger la durée d'utilisation de ces équipements et qu'elle n'a donc pas vocation à faire l'objet d'un projet d'évolution de nos SI.

Ainsi, nous proposons que l'indicateur soit revu de la façon suivante :

unités	2020	2021	2022	2023
<b>Nombre de box distribuées au cours de l'année</b>				
dont box reconditionnées				
dont box neuves				

unités	2020	2021	2022	2023
<b>Nombre de décodeurs distribués au cours de l'année</b>				
dont décodeurs reconditionnés				
dont décodeurs neufs				

Sous cette forme, cet indicateur ne pose pas de difficulté opérationnelle majeure.

### Concernant la création d'un indicateur portant sur le parc de box internet et décodeurs TV en service par type de box, et la durée totale d'utilisation de ces équipements

L'historique d'une box ou d'un décodeur, c'est-à-dire la traçabilité des périodes successives d'exploitation chez des clients, de stockage et de reconditionnement, ne joue aucun rôle dans la décision de retour en service de chaque équipement auprès d'un client d'Orange.

Par voie de conséquence, ce suivi n'est pas assuré par notre Système d'Information.

Dans notre contexte de concurrence exacerbée et de moyens contraints, Orange s'applique à assurer le réemploi maximum de ses équipements.

En phase de conception, à la fois pour des raisons de bonne gestion financière et de responsabilité sociale d'entreprise, nous focalisons notre attention sur les modalités permettant à nos équipements d'offrir des services de qualité tout en améliorant leur durabilité et leur réparabilité.

En phase d'exploitation, la décision de retour en exploitation client d'un équipement se fonde sur le diagnostic technique établi après un retour. Ce diagnostic technique juge de la capacité d'un équipement donné à être remis au service d'un client d'Orange au niveau de qualité de service attendu.

Il n'existe pas de limite au nombre de clients que chaque équipement peut desservir.

Nous ne souhaitons pas nous voir imposer le développement d'une évolution SI qui ne serait pas utile d'un point de vue opérationnel.

Nous engageons l'Autorité à ne pas inclure le tableau II.4 dans sa prochaine décision et à travailler avec les opérateurs sur un indicateur de durabilité des box et décodeurs.